



Rapport 2009 sur les droits de l'homme au Sénégal

LE SENEGAL

Le Sénégal, avec une population estimée à 12,5 millions d'habitants, est une république relativement décentralisée, dominée par un régime présidentiel fort. En 2007, Abdoulaye Wade a été réélu président après des élections considérées dans l'ensemble comme libres et équitables, malgré des cas sporadiques de violence et d'intimidation. En 2007, le Parti démocratique sénégalais (PDS) au pouvoir a remporté la majorité des sièges de l'Assemblée nationale, au cours d'élections qui ont été boycottées par les principaux partis d'opposition du pays. A l'issue des élections locales (municipales, régionales et des communautés rurales) du mois de mars, une coalition multipartite d'opposition a enregistré des victoires significatives, notamment dans les principales villes du pays. Les observateurs internationaux ont caractérisé ces élections du mois de mars de libres et transparentes dans l'ensemble. Les autorités civiles ont généralement gardé un contrôle effectif sur les forces de sécurité.

Dans l'ensemble, le gouvernement a respecté les droits des citoyens ; cependant, il y a eu des problèmes dans certains domaines, tels que le traitement cruel et dégradant des détenus et des prisonniers, le surpeuplement carcéral, la détention discutable dans le cadre d'enquêtes et la détention préventive prolongée, la corruption et l'impunité, les limitations à la liberté d'expression, la liberté de la presse et la liberté de réunion, la violence domestique, les viols, le harcèlement sexuel et la discrimination à l'encontre des femmes, les mutilations génitales féminines (MGF), les abus commis sur des enfants, les mariages précoces et les infanticides, la traite des personnes et le travail des enfants.

Des rebelles du Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC) et d'un groupe dissident, le Mouvement pour la libération du peuple casamançais (MPLC), ont tué des civils et des militaires, commis des vols, affronté l'armée et harcelé les populations locales lors des combats.

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Section 1 Respect de l'intégrité de la personne, notamment l'absence de:

- a. Privation arbitraire ou illégale de la vie.

Il n'y a pas eu d'assassinat politique commis par le gouvernement ou par ses agents. Toutefois, contrairement aux années précédentes, il y a eu un cas d'assassinat arbitraire par les forces de sécurité qui a été rapporté.

Le 11 août, le gendarme Gora Diop a tué par tir d'arme à feu Sangone Maye, dans la ville de Joal, après avoir arrêté la voiture de Mbaye et lui avoir demandé un pot-de-vin de 1.000 francs CFA (2,2 dollars US). Mbaye a refusé de payer et au cours de l'altercation qui a suivi, le gendarme a fait usage de son arme à feu et tiré sur Mbaye, qui est mort sans avoir reçu aucun soin. Le 23 août, le ministre de la Défense a annoncé que le gendarme serait traduit en justice et Diop a été placé en détention préventive, où il se trouvait toujours à la fin de l'année.

Aucune avancée n'a été constatée dans les cas suivants datant de 2007 : l'assassinat en janvier d'un jeune homme par un policier à Diourbel, la mort lors de sa détention par la police de Dominique Lopy à Kolda, l'assassinat en juin par des douaniers de Cheikh

Ahmet Tidian Fall, à Mbour, l'assassinat en juillet d'Abdoulaye Seck à Bignona et la mort en détention policière de Badara Diop à Kaolack en décembre.

Les assassinats en 2007 de Mamadou Sakho Badji et du conseiller spécial du gouvernement chargé du processus de paix en Casamance Chérif Samesidine Nema Aidara faisaient toujours l'objet d'une enquête, dans le cadre de laquelle un suspect restait en détention préventive.

D'après Handicap International (HI), il y a eu un accident dû aux mines terrestres cette année. Le 8 juin, dans le village de Kouring, dans la région de Ziguinchor, deux personnes ont été blessées par des mines terrestres. De janvier à juin, l'équipe de déminage humanitaire d'HI a enlevé et neutralisé 88 mines. HI a poursuivi son travail sous le contrôle du Centre national d'action antimines au Sénégal (CNAMS), une organisation gouvernementale, et en coordination avec ce centre.

Il y a eu des rapports d'attaques de civils et de vols à main armée par des rebelles du MFDC en Casamance.

Le niveau de violence a considérablement augmenté cette année en Casamance. En août, les combats entre le MFDC et l'armée, près de la capitale régionale de Ziguinchor, ont entraîné le déplacement de plusieurs centaines de personnes pendant quelques jours.

Le 7 juin, trois personnes ont trouvé la mort dans l'attaque d'une voiture qui aurait été perpétrée par des rebelles du MFDC, près du village de Kawane, dans la partie nord de la Casamance. Des hommes armés auraient fait feu sur Elhadj Babou Ndiaye à plusieurs reprises dans la poitrine et frappé Ndiaye au niveau des pieds et de la tête avec une machette. Les hommes armés l'ont alors dévalisé, ainsi que deux autres occupants du véhicule. D'après l'un des témoins, les hommes armés ont dit à Ndiaye qu'il n'était pas originaire de Casamance, avant de lui tirer dessus. Aucun suite n'avait été donnée à cette affaire à la fin de l'année.

Le 9 juin, des hommes armés qui appartiendraient au MFDC ont tué par balles Youssouf Sambou, alias « Rambo », un ancien chef de guerre du MFDC. D'après les médias, ce meurtre était une exécution faite par des rebelles dissidents, qui n'appréciaient pas le rôle de médiateur pour la paix que Rambo jouait entre le gouvernement et le MFDC. Aucun suite n'avait été donnée à cette affaire à la fin de l'année.

Le 2 octobre, des hommes armés qui appartiendraient au MFDC ont tué par balles six soldats qui essayaient de sortir leur véhicule de la boue dans la région de Sédhiou. Aucun suite n'avait été donnée à cette affaire à la fin de l'année.

b. Disparitions

Il n'y a pas eu de rapport faisant état de disparitions à motivation politique au cours de l'année.

Le gouvernement n'a pris aucune mesure pour résoudre d'anciens cas de disparitions liées aux forces de sécurité gouvernementales, notamment en Casamance.

c. Torture et autres traitements ou châtiments cruels, inhumains ou dégradants

Bien que la constitution et la loi interdisent de tels traitements, il y a eu occasionnellement des rapports faisant état d'agents du gouvernement qui avaient commis de tels actes.

Les groupes des droits de l'homme ont noté des cas de violences physiques commises par les forces de sécurité, notamment des traitements cruels et dégradants dans les

prisons et les infrastructures de détention. Les méthodes de fouille au corps et d'interrogatoire ont tout particulièrement fait l'objet de critiques. La police obligerait également les détenus à dormir sur le sol nu sans aucun couchage, braquerait des lampes dans leurs pupilles et les passerait à tabac avec des bâtons et les maintiendrait dans des cellules où l'arrivée d'air est extrêmement réduite. A la fin de l'année, aucune action n'avait été prise par les autorités contre la police impliquée dans ces abus.

Les organisations des droits de l'homme ont souligné le manque de surveillance et l'impunité avec laquelle les forces de sécurité traitent les personnes placées en détention policière. Le Rassemblement africain pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) a continué à demander que des poursuites soient engagées dans deux cas de décès de suspects en détention policière en 2007. Ils ont également dénoncé le traitement abusif infligé en 2007 par les gendarmes de Dakar à l'ancien maire de la ville, Mamadou Diop, qui a rapporté avoir été dénudé et forcé à s'allonger sur le sol de pierre.

Le 17 mai, les médias ont rapporté qu'un ressortissant de Guinée-Bissau, Julilson Niniken Vaz, était mort en détention au poste de Gendarmerie de Mbour. Les forces de sécurité ont prétendu qu'il était mort suite à de violentes douleurs abdominales, mais d'autres prisonniers arrêtés en même temps que Vaz ont déclaré qu'il avait été torturé à mort par les gendarmes. La famille a soutenu ces allégations, au vu des blessures de Vaz à la tête. A la fin de l'année, aucune action n'avait été prise par les autorités contre la police impliquée dans ces abus.

Le 17 novembre, Abou Dia est mort en détention policière dans la ville de Matam. Dia a été arrêté et amené au poste de police aux fins d'identification. Peu après, la police a informé sa sœur que Dia ne se sentait pas bien. Lorsque sa sœur est arrivé au poste de police, Dia était mort et portait des traces de violence sur le cou. La famille a accusé la police d'avoir passé Dia à tabac et d'avoir provoqué sa mort. Aucune action en justice n'avait été intentée à la fin de l'année.

Il n'y a pas eu de suite dans l'affaire des organisations des droits de l'homme qui avaient dénoncé, en décembre 2008, des cas de torture par les forces de sécurité, suite à une émeute dans la ville de Kédougou. Le tribunal a rejeté les allégations de torture avancées par les avocats.

En 2008, l'Assemblée nationale et le Sénat ont conjointement amendé la constitution pour permettre de traduire rétrospectivement devant la justice le génocide et les crimes contre l'humanité. En juillet 2008, l'Assemblée nationale a voté une loi introduisant de nouvelles dispositions dans le Code de procédure pénale, en vertu desquelles les accusés ont le droit de faire appel d'une affaire devant la Cour d'assises, où seuls des magistrats délibèrent (voir section 1.e.). Ces dispositions juridiques ont levé les derniers obstacles à la poursuite devant la justice de l'ancien dictateur tchadien Hissène Habré sous l'inculpation de torture et crimes contre l'humanité. Habré vit en exil au Sénégal depuis 20 ans. Le gouvernement a continué à déclarer que les poursuites judiciaires à l'encontre d'Habré ne pourraient avoir lieu sans le financement des bailleurs internationaux. A la fin de l'année, aucune action n'avait été entreprise.

Il y a eu plusieurs cas de violence exercée par les foules. En raison de la faiblesse du système judiciaire et de l'impunité qui règne, les civils ont souvent administré les châtiments en passant à tabac les voleurs présumés avant de les remettre aux forces de sécurité.

Ainsi, le 1^{er} décembre, trois hommes armés ont tenté de dépouiller une femme à Thiaroye Tally Diallo, dans la banlieue de Dakar. L'un d'eux a été attrapé par la foule et battu à mort, un autre a réussi à s'enfuir, tandis que le troisième a trouvé refuge chez un habitant et a été sauvé par la police. Aucune action en justice n'avait été intentée à la fin de l'année.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les conditions dans les prisons et les centres de détention sont mauvaises, dues en partie au fait qu'aucune prison n'a été bâtie depuis l'époque coloniale. L'Organisation Nationale des Droits de l'Homme (ONDH) a indiqué que le surpeuplement en milieu carcéral et l'absence d'hygiène étaient les problèmes majeurs auxquels étaient confrontées les prisons du pays. Il y a 37 prisons avec une capacité totale d'accueil de 3.000 prisonniers. Les autorités ont indiqué au mois de juillet qu'il y avait en fait 7.139 prisonniers. Un groupe d'étude de l'ONU sur la détention préventive s'est rendu au Sénégal du 5 au 7 septembre et a conclu que la principale structure carcérale de Dakar, « Rebeuss », abritait 1.592 prisonniers, pour une capacité de 800. Le groupe a critiqué les longues périodes de détention préventive, la détention par la police au-delà du délai prévu par la loi et le défaut d'accès à un avocat pendant les 48 heures suivant l'arrestation.

Selon l'ONDH, environ 2.659 personnes se trouvent en détention préventive dans des structures carcérales. Deux cents enfants se trouvent en prison avec leurs mères.

Les hommes et les femmes sont détenus dans des installations séparées. Les conditions de détention carcérale sont inadaptées dans l'ensemble en raison du manque de fonds.

Le 15 mai, trois prisonniers seraient morts à la prison d'Oussouye. Ils auraient été malades tous les trois et seraient morts après leur transfert dans un hôpital local.

Les prisons manquent de médecins et de médicaments. Il y a un matelas pour cinq prisonniers. Les prisons sont confrontées à des problèmes d'égouts et à une chaleur étouffante pendant l'été, elles sont infestées de cafards et la nourriture est extrêmement mauvaise. Les prisonniers sont confrontés à des agressions sexuelles.

Des ONG locales ont signalé que les règles fixant la séparation des détenus n'étaient pas toujours appliquées. Les détenus en détention préventive ont parfois été incarcérés avec des prisonniers condamnés et des mineurs avec des adultes.

Des ONG locales ont signalé que le viol d'une détenue constituait un sérieux problème et que rien n'avait été fait par les autorités gouvernementales pour y remédier dans le courant de l'année.

Le 23 avril, A. Kebe, une prisonnière purgeant une peine d'emprisonnement de deux ans à la prison de Diourbel, serait tombée enceinte en prison ; après avoir mis au monde son enfant en prison, elle a étranglé le nouveau-né. Le procureur a ouvert une enquête mais aucune évolution n'avait été notée dans cette affaire à la fin de l'année.

Dans le courant de l'année, le gouvernement a autorisé des groupes locaux des droits de l'homme, comme l'ONDH, à effectuer des visites de prison, ce qui leur a aussi permis d'apporter un soutien humanitaire aux détenus.

d. Arrestation ou détention arbitraires

La constitution et la loi interdisent l'arrestation et la détention arbitraires ; cependant, les autorités ont parfois arrêté ou détenu des personnes de manière arbitraire. Les groupes des droits de l'homme estiment que la détention arbitraire est un problème qui prend de l'ampleur.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

La police et les gendarmes sont chargés du maintien de la loi et de l'ordre dans le pays. L'armée partage cette responsabilité dans des cas exceptionnels, par exemple lorsque l'état d'urgence est décrété. La police est composée de 10 sections, regroupées au sein de la Direction Générale de la Sûreté Nationale. Dans chacune des 14 régions du Sénégal, la Police dispose d'au moins un commissariat et une brigade mobile de sûreté. Dakar compte 16 commissariats de police. La police a maintenu la loi et l'ordre avec efficacité.

La gendarmerie est sous la tutelle du ministère de la Défense ; elle agit principalement dans les zones rurales, où il n'y a pas de présence policière.

L'impunité et la corruption posent toujours problème. Une loi d'amnistie couvre le personnel de police et de sécurité impliqué dans des « crimes politiques », sauf pour les personnes ayant commis des assassinats « de sang froid ».

D'après des groupes des droits de l'homme, des avocats et des victimes, les forces de sécurité ont régulièrement et ouvertement extorqué de l'argent aux détenus en échange de leur libération et aux prostituées pour fermer les yeux sur le non-respect du régime de la prostitution.

La DIC (Direction des investigations criminelles) est chargée d'enquêter sur les abus commis par la police. Ainsi, dans le courant de l'année, la DIC a enquêté sur le passage à tabac des journalistes Boubacar Kambel Dieng et Karamoko Thioune, battus en juin 2008 par une unité des forces spéciales de la police après un match de foot à Dakar. Aucune évolution n'avait été notée dans cette affaire à la fin de l'année.

D'après les groupes des droits de l'homme, les nouveaux membres des forces de police ont reçu une formation en protection des droits de l'homme.

Procédures d'arrestation et traitement en détention

Bien que la loi spécifie qu'un mandat d'arrêt délivré par le Procureur est nécessaire pour procéder à une arrestation, dans la pratique, la police a souvent placé des personnes en détention sans avoir de mandat. La loi donne également à la police de larges pouvoirs pour garder à vue des personnes pendant de longues périodes avant de les inculper officiellement. La DIC peut garder les gens jusqu'à 24 heures avant de les relâcher. De nombreux détenus ne sont pas rapidement informés des charges qui pèsent contre eux. Les policiers, notamment ceux de la DIC, peuvent doubler la durée de la détention de 24 à 48 heures sans inculpation, mais ils doivent avoir l'autorisation du Procureur. Les inspecteurs peuvent demander une autorisation au Procureur pour doubler la durée de cette garde à vue, soit 96 heures. Dans les cas d'atteinte à la sûreté de l'Etat, ces périodes de détention peuvent encore être doublées. Ainsi, un individu accusé de comploter ou d'être une menace pour la défense nationale peut être détenu jusqu'à 192 heures.

Le temps passé en détention préventive n'est calculé qu'à partir du moment où les autorités déclarent officiellement qu'une personne est détenue, une pratique critiquée par les groupes de défense des droits de l'homme car elle entraîne des périodes de détention anormalement longues. La caution est possible mais a rarement été utilisée. Pendant les quarante-huit premières heures de détention, l'accusé n'a pas accès à un avocat mais a droit à une visite médicale et a potentiellement accès à sa famille ; toutefois, l'accès à la famille n'a généralement pas été autorisé. A la fin de cette période initiale de détention, l'accusé a droit à un avocat à ses propres frais. Des avocats commis d'office sont fournis à toutes les personnes accusées d'un délit au pénal qui ne peuvent régler les frais d'avocat. Un certain nombre d'ONG apportent également une aide juridique et/ou des conseils aux personnes accusées de délit au pénal.

Le gouvernement a utilisé les forces de sécurité, particulièrement la DIC, pour harceler les journalistes et arrêter des opposants politiques et des dirigeants de la société civile (voir section 2.b.).

L'accumulation des dossiers judiciaires et l'absentéisme des juges ont contribué à la longueur des périodes de détention. La loi précise qu'un accusé ne peut être détenu en prison pendant plus de 6 mois avant son jugement pour des délits mineurs ; toutefois, les prisonniers sont régulièrement maintenus en prison, sauf si un tribunal demande leur libération. Alors que la durée maximale de détention est de 6 mois pour la plupart des délits, la durée moyenne entre l'accusation et le jugement est de 2 ans. Dans de nombreux cas, les personnes ont été libérées sans même que des accusations aient jamais été portées contre eux. L'Etat n'offre aucune compensation dans ces cas là aux personnes concernées. Dans le courant de l'année, un groupe d'étude de l'ONU sur les conditions carcérales a critiqué le pays pour les longues périodes de détention préventive (voir Section 1, Conditions dans les prisons et les centres de détention).

Pour les affaires de meurtre, atteinte à la sûreté de l'état et détournement de fonds publics, il n'y a pas de limite à la période de détention préventive. Les juges peuvent prendre le temps nécessaire pour enquêter sur les affaires graves, mais ils peuvent ordonner la relaxation en attendant le procès, avec l'approbation du procureur. Si un procureur est en désaccord avec la décision d'un juge d'ordonner la libération d'un prévenu, cette décision est gelée jusqu'à ce que la cour d'appel décide d'accorder ou de ne pas accorder la libération. La loi stipule que le procureur a toute liberté pour refuser la libération provisoire dans l'attente du procès dans les affaires d'atteinte à la sûreté de l'état, de meurtre et de détournement de fonds publics. Cependant, les juges ayant trop peu de temps pour examiner l'ensemble des cas, les ordres de prolongation de la détention ont souvent été signés sans examen individuel des faits, pour éviter de relâcher des détenus potentiellement coupables.

e. Refus d'un jugement public équitable.

Bien que l'indépendance du pouvoir judiciaire soit inscrite dans la constitution et dans le droit, le pouvoir judiciaire a fait l'objet de corruption et a été soumis à l'influence du gouvernement.

Les magistrats ont continué à critiquer publiquement leurs conditions de travail, notamment la surcharge de travail, le manque de matériel et de moyens de transport. Les magistrats ont également ouvertement remis en question l'engagement du gouvernement envers l'indépendance du pouvoir judiciaire .

Basé sur le droit civil français, le système judiciaire est composé de tribunaux ordinaires et de plusieurs hautes cours et tribunaux spécialisés. En 2008, la constitution a été amendée pour réintroduire la Cour suprême. La nouvelle Cour suprême est la cour finale d'appel pour toutes les affaires pénales et civiles et la plus haute institution judiciaire. Le système judiciaire comprend également le Conseil constitutionnel, compétent pour toutes les questions constitutionnelles et électorales et la Cour des comptes, compétente pour les affaires financières et budgétaires.

En 2008, la Cour d'assises a également été reformée. C'est un tribunal spécial, rattaché à la Cour d'appel, qui se réunit deux fois par an pour les infractions majeures. Les jurés ont été supprimés de la Cour d'assises et seuls les juges sont appelés à délibérer dans ces affaires. Il est possible de faire appel des jugements rendus par la Cour d'assises.

La Haute Cour de Justice juge les affaires impliquant de hauts fonctionnaires pour les actes commis dans l'exercice de leurs fonctions. Elle peut condamner et prononcer une sentence ou acquitter. Elle est composée de huit députés de l'Assemblée nationale et d'un juge. L'Assemblée nationale élit les huit députés membres de la Haute Cour plus

huit substituts au début de chaque session. Les trois-cinquièmes de l'ensemble des députés doivent voter les résolutions permettant l'inculpation d'un chef d'état ou d'un ministre. Si une telle résolution est adoptée, la Haute Cour peut se réunir.

Si les juges des tribunaux civils ont autorité pour présider les affaires relevant du droit civil et coutumier, il existe une option permettant de présenter les litiges impliquant des affaires familiales devant des juges religieux, qui agissent comme des conseillers. Le droit religieux a été transposé dans le droit national. Les personnes et les sociétés peuvent également soumettre les litiges commerciaux à l'arbitrage des tribunaux et certains citoyens font toujours appel aux dirigeants tribaux pour régler les litiges familiaux et communautaires.

Le tribunal régional de Dakar comprend un tribunal militaire, compétent pour les infractions de nature militaire des lois. Il est composé d'un juge civil, d'un procureur civil et de deux assistants militaires ayant un rôle de conseil auprès du juge, dont l'un doit être d'un rang égal à celui de l'accusé. Le tribunal militaire peut juger des civils uniquement s'ils ont été impliqués dans des affaires avec des militaires qui ont violé les lois militaires. Le tribunal militaire prévoit les mêmes droits qu'un tribunal pénal civil.

Procédures relatives aux jugements

Les prévenus sont présumés innocents. Tous les prévenus ont droit à un jugement public, à être présents au tribunal, à être confrontés aux témoins, à présenter des preuves et des témoins et à avoir un avocat pour les infractions majeures.

Les audiences probatoires peuvent être fermées au public et à la presse. Bien que le prévenu et ses avocats puissent présenter les preuves avant que le juge d'instruction ne décide d'envoyer une affaire devant les tribunaux, ils n'ont pas toujours accès à toutes les preuves présentées avant le procès. L'accès aux preuves peut être limité par la police qui cherche à protéger ses informateurs. Une commission de juges préside les tribunaux ordinaires pour les affaires civiles et pénales depuis la suppression des jurés par une loi du 28 juillet 2008. Le droit d'appel existe dans tous les tribunaux, sauf pour la Haute Cour de Justice. Tous ces droits s'appliquent à l'ensemble des citoyens.

Prisonniers et détenus politiques

Il n'y a pas eu de rapport faisant état de prisonniers ou de détenus politiques.

Le 25 juin, sept membres du mouvement des jeunes du parti politique AJ/PADS ont été détenus par la police du Point E. Ils ont été accusés d'avoir tenté d'organiser un meeting au siège de leur parti ; le gouvernement a interdit toute forme d'activité dans ce lieu. Le porte-parole du parti a dénoncé cela comme une tentative d'intimidation et a accusé le gouvernement de soutenir une faction dissidente du parti.

Procédures et recours judiciaires civils

Les citoyens peuvent demander la cessation et la réparation des violations des droits de l'homme auprès des tribunaux administratifs réguliers ou des tribunaux judiciaires. Des voies de recours administratif sont également possibles en déposant une plainte auprès du Haut Commissariat des Droits de l'Homme et de la Paix, basé au sein de la Présidence. Toutefois, la corruption et le manque d'indépendance ont freiné le traitement judiciaire et administratif de ces affaires. Les procureurs ont parfois refusé de poursuivre les fonctionnaires travaillant dans le domaine de la sécurité devant les tribunaux et les responsables de violations sont souvent restés impunis. En outre, il y a eu des problèmes au niveau de l'application des injonctions des tribunaux, car le gouvernement peut ignorer les injonctions des tribunaux sans qu'il y ait de conséquences juridiques.

f. Immixtion arbitraire dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La constitution et la loi interdisent ces actions et le gouvernement a généralement respecté cette interdiction dans les faits ; cependant, les organisations des droits de l'homme ont indiqué que la mise sur écoute téléphonique par les services de sécurité était monnaie courante .

Section 2 Respect des libertés civiles, notamment :

a. Liberté d'expression et liberté de la presse

La liberté d'expression et la liberté de la presse sont inscrites dans la constitution et dans la loi ; toutefois, le gouvernement a limité ces droits dans la pratique et les forces de sécurité et les politiciens ont intimidé ou harcelé des journalistes pendant l'année . Les journalistes continuent également à pratiquer l'autocensure.

Les personnes ont généralement pu critiquer le gouvernement en public ou en privé sans représailles.

On a pu dénombrer plusieurs journaux indépendants et 3 journaux de la mouvance gouvernementale. En partie en raison du taux élevé d'analphabétisme chez les adultes, la radio est le moyen de communication de masse le plus usité et la source essentielle d'information.

A la fin de l'année, on comptait environ 80 fréquences radio attribuées aux radios communautaires, aux radios publiques et aux radios commerciales privées. Bien qu'une loi administrative soit en place pour réguler les attributions de fréquences, les opérateurs de radios communautaires ont critiqué ce qu'ils considèrent comme un manque de transparence dans les attributions de fréquence radio. Les chaînes de radio sont souvent contrôlées par un seul groupe religieux, politique ou ethnique .

Bien que le gouvernement ait continué à maintenir une mainmise ferme sur les informations télévisées locales et sur l'opinion par le biais de la Radio Télévision du Sénégal (RTS), trois chaînes de télévision privées ont émis pendant l'année . En vertu des lois, le gouvernement doit avoir un intérêt majoritaire au sein de la RTS et le président de la République contrôle directement ou indirectement la sélection de l'ensemble des 12 membres du personnel qui dirigent la RTS. Plusieurs groupes de défense des droits de l'homme et groupes de journalistes ont critiqué le fait que certains chefs religieux pouvaient diffuser des émissions gratuitement sur la chaîne TV et radio contrôlée par le gouvernement, tandis que d'autres groupes devaient payer.

La non-application par le gouvernement des réglementations sur la création des médias et sur la distribution de l'aide gouvernementale aux médias a entraîné la prolifération de médias, imprimés et audiovisuels, qui ne sont pas professionnels ou qui sont politisés. Des journalistes et des groupes de défense des droits de l'homme ont avancé que certains instruments médiatiques – tels que les quotidiens *Express News* et *Le Messenger* et les chaînes de radio *Ocean FM*, *Anur* et *RMD* – avaient été créés uniquement pour réfuter les critiques faites contre le gouvernement.

Les journalistes ont continué à critiquer les tentatives du gouvernement pour contrôler le contenu des médias en accordant ou en refusant de manière sélective les subventions de l'état, qui étaient attribuées aux médias affiliés au gouvernement aussi bien qu'aux médias indépendants privés. Le gouvernement a souvent utilisé des subventions, et dans quelques cas la menace et l'intimidation, pour faire pression sur les médias afin qu'ils ne publient pas certaines choses.

Les médias internationaux ont été actifs et ont exprimé une large palette de points de vue sans aucune restriction.

Le gouvernement continuait à percevoir les médias comme une menace et au cours de l'année, des journalistes ont été détenus pendant plusieurs heures par la DIC. La police a souvent fait pression sur les journalistes qui rapportaient des scandales, des gaspillages ou des fraudes de la part du gouvernement, pour qu'ils divulguent leurs sources. La loi autorise l'arrestation et l'emprisonnement des journalistes pour diffamation. Dans la pratique, le gouvernement n'a inculpé aucun journaliste pour diffamation dans l'année.

Le 11 septembre, la DIC a interrogé le journaliste Pape Ale Niang pendant sept heures ; il a ensuite été relâché sans qu'aucune charge n'ait été portée contre lui. Le site Internet de Niang avait diffusé une interview d'Abdou Latif Coulibaly, auteur d'un livre sur l'absence de transparence dans l'attribution des marchés pour les travaux publics, affaire dans laquelle le fils du président serait impliqué.

Le 18 septembre, Abdou Dia, journaliste à Radio Futur Media (RFM) et Pape Samba Sene, correspondant du journal *l'As* à Kaolack, ont été arrêtés et placés en détention préventive. Ils ont été accusés de diffamation, diffusion de fausses nouvelles et association de criminels. Les journalistes avaient rapporté que le gouverneur de Kaffrine et de hauts fonctionnaires étaient impliqués dans le détournement de semences publiques fournies aux agriculteurs locaux. Le 30 septembre, les deux journalistes ont été relâchés ; l'affaire n'avait toutefois pas abouti à la fin de l'année.

Le 25 septembre, un groupe a vandalisé les locaux et le matériel de la chaîne de télévision indépendante Wal Fadjri. Le propriétaire a accusé le gouvernement d'être derrière cette attaque. Suite aux vigoureuses protestations de la part des journalistes, de la société civile et des partis de l'opposition, le procureur a ordonné une enquête. A la fin de l'année, aucune arrestation n'avait eu lieu.

Il n'y a eu aucune évolution dans les affaires de 2008 dans lesquelles des journalistes avaient été intimidés, passés à tabac ou emprisonnés, y compris pour les menaces de mort du mois d'avril à l'encontre du directeur de publication du magazine hebdomadaire *Weekend* et l'agression par la police en juin des journalistes Boubacar Campbell Dieng et Karamokho Thioune.

24 Heures Chrono, qui avait été suspendu de publication en 2008, a repris ses activités le 25 janvier. Le rédacteur en chef Seck a été gracié par le président Wade le 24 avril et a repris son travail au journal.

Le 23 avril, le président a gracié les 12 hommes condamnés à des peines d'emprisonnement allant de cinq à six ans pour la mise à sac des locaux de *24 Heures Chrono* et de *l'As* en 2008.

Liberté sur Internet

Il n'y a pas eu de restriction gouvernementale à l'accès à Internet, ni de rapports indiquant que le gouvernement contrôlait le courrier électronique ou les discussions sur Internet. Les individus et les groupes peuvent exprimer librement leur point de vue via Internet, notamment par courrier électronique. Doté de plus d'une douzaine de fournisseurs d'accès Internet et d'environ 2,3 millions d'abonnés, le pays a un excellent accès en ligne. Les cybercafés sont facilement accessibles à Dakar et souvent disponibles dans les centres urbains de la province. D'après les statistiques de l'Union internationale des Télécommunications, environ 8 pour cent des habitants du pays ont utilisé Internet en 2008.

Liberté universitaire et événements culturels

Il n'y a pas eu de restriction gouvernementale à la liberté universitaire ou aux événements culturels.

b. La liberté de réunion et d'association pacifiques.

Liberté de réunion

Bien que la liberté de réunion soit inscrite dans la constitution et dans le droit, le gouvernement a interféré avec ce droit dans la pratique. Au cours de l'année, le gouvernement a régulièrement refusé d'accorder les autorisations de manifester à la société civile et à l'opposition. Des groupes de l'opposition se sont plaints des retards excessifs pour avoir la réponse du gouvernement aux demandes d'autorisation.

Il n'y a eu aucune évolution dans l'assassinat par la police de Kolda en 2007 de Dioutala Mane, qui avait participé à une manifestation pour protester contre la mort de Dominique Lopez en détention policière.

Aucune action n'a été entreprise à l'encontre de la police anti-émeute de Ziguinchor qui avait passé à tabac sept enseignantes du primaire en 2007.

Liberté d'association

La liberté d'association est inscrite dans le droit et le gouvernement a généralement respecté ce droit dans la pratique.

c. Liberté de religion

La liberté de religion est inscrite dans la constitution et dans le droit et le gouvernement a généralement respecté ce droit dans la pratique. Toutefois, le 21 août, le préfet de Dakar a fermé une Eglise méthodiste unie dans la zone de Nord Foire, sous prétexte que cela dérangeait les voisins. L'église était toujours fermée à la fin de l'année.

Tout groupe religieux souhaitant se constituer en association avec un statut légal doit se faire enregistrer au niveau du ministère de l'Intérieur, conformément au code des obligations civiles et commerciales. L'enregistrement est en général accordé.

Contrairement aux autres groupes religieux, les Musulmans ont le droit de choisir de faire appel aux lois islamiques contenues dans le code de la famille pour le mariage et les affaires de succession. Les juges des tribunaux civils peuvent présider des affaires civiles et de droit coutumier, mais de nombreux litiges ont été portés devant des juges religieux pour être jugés, surtout dans les zones rurales.

Le gouvernement a fourni une aide financière pour les pèlerinages musulmans et chrétiens.

Abus et discrimination sur un plan sociétal

Il n'y a pas eu de rapports de violence sociétale ou de harcèlement contre des membres de groupes religieux.

Il y a environ 50 Juifs résidents dans le pays ; aucune activité antisémite n'a été signalée dans le courant de l'année.

Pour de plus amples détails, voir le *Rapport international sur la Liberté religieuse de 2008* sur le site Internet www.state.gov/g/drl/irf/rpt.

d. Liberté de mouvement, Personnes intérieurement déplacées, Protection des réfugiés et Apatrides

La liberté de mouvement à l'intérieur du pays, de voyage à l'étranger, d'émigration et de rapatriement est inscrite dans la constitution et dans le droit et le gouvernement a généralement respecté ce droit dans la pratique.

Le 12 juin, le gouverneur de Ziguinchor a renforcé les check-points et restreint les déplacements de nuit dans le nord de la Casamance, suite à plusieurs attaques sur des véhicules, avec tirs par armes à feu sur des passagers par des hommes armés. Les véhicules de passagers ont été interdits sur l'axe entre Bignona et Diacounda et sur la Route 5 entre Bignona et Selety, à la frontière gambienne, entre 19 heures et 6h30 du matin. Les forces de sécurité continuaient à faire respecter cette restriction à la fin de l'année (voir section 1. a.).

Le gouvernement a coopéré dans l'ensemble avec le bureau du Haut-commissariat pour les Réfugiés des Nations Unies (UNHCR) et d'autres organisations humanitaires, pour assurer la protection et aider les personnes déplacées internes, les réfugiés, les demandeurs d'asile et les apatrides.

Certains agents de l'état, dont les enseignants, doivent avoir une autorisation de sortie du territoire en application de la loi ; cependant, cette loi n'a pas été appliquée dans l'ensemble.

La Constitution et la loi interdisent l'exil forcé et le gouvernement ne l'a pas utilisé.

Personnes intérieurement déplacées (PID)

Au cours du conflit qui dure depuis 27 ans en Casamance, des dizaines de milliers de Casamançais ont fui leurs villages à cause des combats, des déplacements forcés et des mines terrestres, et un grand nombre de personnes ont été déplacées dans la région dans le courant de l'année. Le nombre total de PID est estimé par le gouvernement à environ 10.000 en Casamance suite à ce conflit, mais ce chiffre tend à être très fluctuant, en raison des évolutions du conflit. Certaines PID qui ont tenté de retourner dans leurs villages se sont heurtées à l'hostilité des combattants du MFDC dans les communautés rurales au sud de Ziguinchor. Les rebelles armés vivent sur les mêmes ressources naturelles que les PID qui reviennent dans leurs foyers et se sont par conséquent opposés au retour des PID dans certaines zones.

Le gouvernement a apporté son soutien aux PID à Ziguinchor en leur fournissant de la nourriture et en scolarisant leurs enfants dans les établissements scolaires locaux.

Protection des réfugiés

Le pays est partie à la Convention des Nations Unies de 1951 relative au statut des réfugiés et à son Protocole de 1967 relative au statut des réfugiés et à la Convention de l'Union africaine de 1969 régissant les aspects spécifiques au problème des réfugiés en Afrique. Ses textes de loi prévoient l'octroi du droit d'asile ou du statut de réfugié et le gouvernement a établi un système pour assurer la protection des réfugiés. Comme le président doit approuver chaque cas, il y avait toujours des délais problématiques d'un à deux ans dans l'octroi du statut de réfugié. Dans la pratique, le gouvernement a assuré une certaine protection contre l'expulsion ou le retour des réfugiés dans un pays où on a des raisons de penser qu'ils craignent pour leur vie ou leur liberté. Le gouvernement leur a généralement accordé le statut de réfugié ou l'asile et a fourni aux réfugiés de la nourriture et une aide non-alimentaire.

Le gouvernement a violé les droits de certains demandeurs d'asile en ne leur offrant pas le processus ou la sécurité auquel ils ont droit, puisque l'examen des appels déposés par les demandeurs d'asile est effectué par la même commission que celle qui avait initialement examiné leur demande initiale, et qu'un demandeur d'asile débouté peut être arrêté pour séjour illégal dans le pays. Ceux qui ont été arrêtés sont parfois restés en « détention administrative » jusqu'à trois mois avant d'être expulsés. D'après l'UNHCR, il y avait 2.744 demandeurs d'asile dans le pays au mois d'octobre.

Depuis 1989, le pays offre une protection provisoire aux réfugiés mauritaniens vivant en général dans des endroits dispersés dans la vallée du fleuve le long de la frontière avec la Mauritanie, avec une liberté de circulation à l'intérieur du pays. Cependant, la plupart des réfugiés n'ont pas pu obtenir des autorités administratives des documents à jour prouvant leur statut et ont parfois été confrontés à des problèmes administratifs lorsqu'ils utilisaient leur récépissé périmé de demandeur du statut de réfugié. En 2008, l'UNHCR a démarré un programme de rapatriement des Afro-mauritaniens du Sénégal vers la Mauritanie, permettant à environ 14.711 personnes de retourner chez eux. D'après l'UNHCR, 25.393 réfugiés se trouvaient toujours dans le pays, dont 24.617 Mauritaniens, au mois d'octobre. Par ailleurs, le gouvernement a continué en général à permettre un rapatriement non contrôlé et largement informel.

Section 3 : Respect des droits politiques : le droit des citoyens à changer de gouvernement.

Le droit des citoyens à changer de gouvernement de manière pacifique est inscrit dans la constitution et dans la loi et ce droit a dans l'ensemble été exercé par les citoyens dans la pratique à travers les élections présidentielles et les élections législatives de 2007, ainsi que par les élections locales du mois de mars de cette année. Pour la première fois de l'histoire du pays, les militaires et paramilitaires ont été autorisés à voter.

Élections et participation à la vie politique

En 2007, le président Abdoulaye Wade a été réélu pour un second mandat avec 55 pour cent des voix. Les observateurs internationaux ont déclaré que les élections avaient été dans l'ensemble libres et transparentes ; des violences et des irrégularités préélectorales ont toutefois été rapportées, notamment au niveau de la délivrance des cartes d'électeur et de nombreux partis d'opposition ont indiqué qu'ils n'acceptaient pas les résultats des élections. Ces partis ont déposé une demande en annulation des élections auprès du Conseil constitutionnel, mais cette demande a été rejetée par le Conseil.

Au cours des élections législatives de 2007, la coalition PDS du président Wade a remporté 131 des 150 sièges parlementaires. Les observateurs internationaux ont déclaré que les élections avaient été dans l'ensemble libres et transparentes. Les partis d'opposition, réunis sous le parapluie de l'organisation Front Siggil Sénégal, ont boycotté les élections, ce qui a entraîné un taux de participation historiquement bas de 34,7 pour cent. Les élections sénatoriales ont eu lieu en 2007 et le PDS a remporté 34 des 35 sièges électifs. Les fonctionnaires locaux et les membres du Parlement ont été autorisés à voter pour les 35 sénateurs élus indirectement ; les 65 autres ont été nommés par le président. Les principaux partis d'opposition ont boycotté les élections, du fait que la majorité des sièges des sénateurs étaient pourvus par nomination présidentielle.

Les élections municipales du 22 mars ont vu la victoire significative d'une coalition de l'opposition multipartite. Les maires de Dakar, Saint-Louis, Podor, Kaolack, Fatick, Thiès et Louga, ainsi que la plupart des principales banlieues de Dakar, sont aux mains de divers partis d'opposition. Les observateurs internationaux ont déclaré que les élections du mois de mars avaient été libres et équitables dans l'ensemble, même si dans certains cas, les électeurs ont été privés de l'exercice de leur droit de vote. En outre, un grand nombre de bureaux de vote ont ouvert tardivement dans tout le pays, en raison d'un

manque de matériel électoral et d'un manque de formation des présidents des centres de vote. Ainsi, dans la banlieue dakaroise de Pikine, le matériel électoral n'est arrivé qu'à 17 heures dans les bureaux de vote et la clôture des bureaux de vote n'a été retardée que de deux heures par rapport à ce qui était initialement prévu.

Les 150 partis politiques enregistrés ont pu opérer sans restriction ni interférence extérieure.

A la fin de l'année, sur les 150 sièges de l'Assemblée Nationale, 37 étaient occupés par des femmes et on comptait 4 femmes sur les 32 ministres du gouvernement. 13 pour cent seulement des dirigeants locaux élus étaient des femmes. Le Sénat nouvellement mis en place est composé de 40 femmes sur 100 membres.

A l'Assemblée Nationale, 39 sièges sont occupés par des membres de groupes minoritaires et environ 12 membres des groupes minoritaires font partie des ministres qui composent le gouvernement.

Section 4 Corruption publique et transparence du gouvernement

Le droit prévoit des sanctions pénales en cas de corruption des fonctionnaires ; cependant, le gouvernement n'a pas mis en œuvre cette législation avec efficacité et les fonctionnaires se sont souvent adonnés aux pratiques de corruption en toute impunité.

Les indicateurs internationaux de gouvernance de la Banque mondiale pour 2009 ont indiqué que la corruption constituait un sérieux problème. Le public perçoit dans l'ensemble le gouvernement comme corrompu. Cette perception a été exacerbée par les augmentations de salaire, les dons de véhicules tout-terrain et de terrains aux députés de l'Assemblée Nationale et aux fonctionnaires ces dernières années.

La Commission nationale de lutte contre l'absence de transparence, la corruption et la fraude gouvernementales n'a été dotée d'aucune autorité pour lancer des enquêtes ou des poursuites judiciaires. Elle a été inefficace dans la lutte contre la corruption cette année et aucun fonctionnaire n'a été poursuivi pour corruption. Cependant, en 2008, le gouvernement a adopté une loi accordant des avantages lucratifs aux membres de la commission et prolongeant leur mandat pour six ans à compter de 2007. En dépit d'allégations récurrentes de corruption dans les médias, la commission et le pouvoir judiciaire n'ont entrepris aucune investigation.

Le gouvernement a admis avoir pris des engagements hors-budget non autorisés envers des entreprises pour environ 175 milliards de francs CFA (385 millions de dollars). Des sources du secteur privé affirment que le montant réel est plus près du double du montant reconnu par le gouvernement.

Au mois d'août, le journaliste Abdou Latif Coulibaly a publié un livre faisant état de corruption dans l'acceptation des offres dans le cadre de l'attribution de contrats pour les marchés publics, pour des projets relatifs à des infrastructures gérées par l'Agence nationale pour l'organisation de la Conférence islamique (ANOCI). Les allégations de Coulibaly n'ont jamais fait l'objet d'enquêtes de la part des autorités et le gouvernement aurait fait pression sur les librairies locales, qui ont refusé de distribuer le livre par peur des représailles.

La constitution et la loi donnent aux citoyens le droit d'avoir librement accès aux informations sur le gouvernement ; cependant, ce dernier a rarement accordé ce droit dans la pratique.

Section 5 : Attitude du gouvernement concernant les enquêtes internationales et non-gouvernementales en matière d'allégation de violations des droits de l'homme.

Un grand nombre d'organisations de défense des droits de l'homme ont travaillé généralement sans aucune restriction gouvernementale, faisant des enquêtes et publiant leurs conclusions sur les cas de violations des droits de l'homme. Les autorités gouvernementales ont été relativement coopératives et réceptives par rapport aux avis émis par ces groupes. Toutefois, certaines organisations des droits de l'homme ont indiqué que leurs téléphones étaient régulièrement sur écoute.

Les ONG indépendantes locales sont notamment Tostan, le Comité de Lutte contre les Violences faites aux Femmes (CLVF), l'ONDH, le RADDHO, la fédération internationale Terre des Hommes et Plan International Sénégal.

Le Comité National de Défense des Droits de l'Homme (CNDH) du gouvernement comprend des représentants du gouvernement, des groupes de la société civile et des organisations indépendantes de défense des droits de l'homme. Ce comité a le pouvoir de mener des enquêtes de sa propre initiative sur les infractions ; cependant, le comité ne bénéficie pas d'une grande crédibilité, car il dispose de très peu de moyens financiers, ne se réunit pas régulièrement et n'a ni mené d'investigations, ni publié de rapport sur la protection des droits de l'homme cette année.

D'après le CNDH, le gouvernement s'est réuni régulièrement avec les ONG de la société civile et des droits de l'homme pour discuter de questions telles que la discrimination (basée sur la race, le genre et la religion), la migration et la violence domestique. Le gouvernement a été plutôt réactif aux demandes des ONG et a organisé des réunions pour discuter des questions des droits de l'homme, comme la torture, la violence domestique et l'affaire Hissène Habré.

Les menaces de mort contre des dirigeants de partis politiques de l'opposition, des syndicalistes, des journalistes et des membres d'ONG, voire même contre un haut fonctionnaire, ont été courantes et attribuées généralement aux cercles proches du parti au pouvoir.

Bien que le gouvernement n'ait pas empêché les visites de prisons par les organisations internationales, aucune n'a été rapportée au cours de l'année.

Section 6 : Discrimination, abus au niveau sociétal et traite des personnes

La constitution stipule que les hommes et les femmes sont égaux devant la loi et interdit toute forme de discrimination. Cependant, la discrimination basée sur le sexe était très répandue dans la pratique et les lois contre la discrimination, notamment les lois luttant contre la violence faite aux femmes et aux enfants, n'ont pas été souvent appliquées.

Le 21 octobre, le Premier ministre a annoncé la création d'un organe de coordination des questions liées à la discrimination. Le ministère de la Justice a été chargé d'entreprendre toutes les actions requises pour lutter contre la violence domestique.

Les femmes

Le viol est un problème largement répandu, même si le viol au sein du mariage est difficile à quantifier car il reste un sujet tabou et est très rarement signalé. Le viol est interdit par la loi, mais pas au sein du mariage ; cependant, le gouvernement a rarement appliqué la loi. Le viol est punissable d'une peine d'emprisonnement de cinq à dix ans. Une ONG de défense des droits de la femme a critiqué le manque de lois dissuasives

contre le viol dans le pays et la pratique courante selon laquelle on utilise le passé sexuel de la femme pour défendre les hommes accusés de viol. Les actions en justice pour viol restent minimales car les juges ont rarement des preuves suffisantes qu'il y a eu viol, surtout lorsque le viol se produit au sein des familles. Il est courant de voir les affaires de viol réglées en dehors des tribunaux, pour éviter la publicité et les coûts liés à une action en justice. Les Statistiques du ministère de la Justice évaluent à 47% des personnes accusées de viol ne sont pas punies et sont relâchées sans passer par un tribunal. Selon une ONG de journalistes, il y a eu 400 affaires de viol et d'abus sexuels dûment étayées au cours de l'année. Toutefois, presque 60 pour cent de personnes qui se rendent coupables d'inceste et de viol ne sont jamais traduites en justice en raison des liens familiaux.

La violence domestique, notamment la violence conjugale, est un problème largement répandu. Plusieurs groupes de défense des droits des femmes et l'ONG CLVF ont signalé une recrudescence des cas de violence à l'égard des femmes cette année. La violence à l'égard des femmes est punie par la loi, mais la loi n'est pas appliquée. La loi criminalise les agressions et prévoit des sanctions allant de 1 à 5 ans d'emprisonnement et une amende. Si la victime est une femme, la peine de prison et l'amende sont augmentées. La violence domestique entraînant des blessures permanentes est punie par une peine de prison de 10 à 20 ans et si un acte de violence domestique entraîne la mort, la loi prévoit une condamnation à la prison à perpétuité. Le CLVF a critiqué le fait que les juges n'appliquaient pas la loi, citant des cas où les juges ont argué d'un manque de preuves pour prononcer des peines légères. Au cours de l'année, l'ONG « Action Aid » a fait état de 167 cas de violence domestique sur des filles scolarisées.

La violence domestique à l'égard des femmes est punissable d'un à 10 ans de prison et d'amendes allant de 30.000 francs CFA (66 dollars) à 500.000 francs CFA (1.100 dollars), selon le degré de maltraitance. Si la violence entraîne la mort, les auteurs sont condamnés aux travaux forcés à vie.

La police n'est généralement pas intervenue dans les conflits domestiques et la plupart des gens ont été réticents à aller demander réparation en dehors de la cellule familiale. Aucune statistique sur le nombre de responsables de violence à l'encontre des femmes poursuivis en justice n'était disponible pour l'année. Le viol et la pédophilie se sont souvent produits dans le cadre familial, perpétrés par des membres de la famille plus âgés, ce qui rend difficile pour les victimes de porter plainte devant la justice.

Des organisations de lutte contre la violence ont critiqué le refus du gouvernement de permettre à des associations de porter plainte au nom des victimes. Le ministère de la Femme, de la Famille, du Développement social et de l'Entreprenariat féminin est chargé de garantir les droits des femmes.

Il n'y a pas eu de programmes du gouvernement pour lutter contre la violence domestique cette année. D'après l'ONG « GRAVE », le centre Ginndi a traité 22 cas (dont un cas d'inceste et le cas d'une jeune fille de 11 ans enceinte suite à un viol). A la date du 10 novembre, la branche locale du CLVF de Louga faisait état de 10 femmes décédées suite à des violences domestiques.

Bien que la sollicitation de clients soit illégale, la prostitution est légale si les personnes qui s'y adonnent sont âgées d'au moins 21 ans, s'enregistrent auprès de la police, détiennent un carnet sanitaire valable et ont un résultat négatif aux tests des infections sexuellement transmissibles (IST). Des ONG qui travaillent avec les prostituées ont indiqué que la police prenait les prostituées pour cibles, commettant des abus et de l'extorsion. Il y a eu des arrestations de prostituées étrangères illégales, de prostituées mineures et de proxénètes dans le courant de l'année. Certaines preuves laissent à penser que l'entrée de prostituées étrangères sur le territoire a été organisée de manière professionnelle.

Bien que punissable par la loi d'une peine d'emprisonnement allant de cinq mois à trois ans et d'une amende de 50 000 à 500 000 francs CFA (110 à 1.100 dollars), le harcèlement sexuel a été monnaie courante. Cette loi n'a pas été appliquée par le gouvernement dans la réalité et les associations de défense des droits de la femme ont indiqué que les victimes de harcèlement trouvaient difficile, voire impossible, de présenter suffisamment de preuves pour étayer des poursuites judiciaires.

En mars, un Français directeur d'un hôtel à Saly, dans la région de Mbour, a violé l'une de ses employées, âgée de 37 ans. Son affaire n'avait pas encore été jugée à la fin de l'année.

En avril, un soldat a violé sa domestique, âgée de 21 ans, dans la région de Mbour. Au mois de septembre, il a été incarcéré pour une durée de cinq ans.

En octobre, une femme âgée de 70 ans a été violée par un violeur en série, Elablin Diatta, dans le village de Kabendou, dans la région de Kolda. Le violeur s'est enfui et la police et la gendarmerie se sont mis à sa poursuite. Il n'avait pas été arrêté à la fin de l'année.

En application d'un décret de 2008, les hommes et les femmes ont des droits égaux pour postuler à un emploi. Ce décret renforce une loi de 2005 qui donnait aux personnes le droit de choisir le nombre et l'espacement de leurs enfants, d'aller en justice pour violence domestique et de décider de l'éducation de leurs enfants.

La loi prévoit le droit pour toute personne à être informée et à choisir des méthodes d'espacement des naissances. Elle prévoit également le droit à avoir accès à des services médicaux pour toutes les femmes au cours de leur grossesse et à un accouchement en toute sécurité. La loi considère que le droit à la santé de la reproduction est un « droit fondamental et universel pour tous les individus, sans discrimination ». La loi stipule en outre que « tous les couples et les individus ont le droit de décider librement d'avoir des enfants, de déterminer le nombre d'enfants qu'ils souhaitent avoir et de l'espacement des naissances ».

Dans la pratique, ces droits ont été restreints par les carences des infrastructures médicales, notamment dans les zones rurales, et dans certaines zones urbaines, par le manque de fonds qui a entraîné la fermeture de postes de maternité et de salles d'opération. Les pressions sociales et culturelles pour avoir de grandes familles ont amené certains maris à demander aux travailleurs de la santé de ne plus donner de contraceptifs à leurs épouses. Cela a souvent amené les femmes à être discrètes dans leur usage de la contraception. Les hommes et les femmes ont reçu un traitement égal en matière de diagnostic et de traitement pour les infections sexuellement transmissibles et le VIH. Les femmes n'ont pas rencontré de difficulté pour se faire diagnostiquer pour le VIH ou pour recevoir un traitement anti-rétroviral lorsque celui-ci était disponible. Le pays avait l'un des taux d'infection au VIH les plus bas du continent.

D'après le droit, les femmes peuvent choisir quand et avec qui elles veulent se marier, mais les pratiques traditionnelles constituent un frein à ce choix. La loi interdit le mariage des filles de moins de 16 ans, mais cette loi n'a pas été appliquée dans certaines communautés où les mariages sont arrangés. Dans certaines conditions, un juge peut accorder une dispense spéciale pour permettre le mariage avec une personne n'ayant pas encore l'âge minimum requis. Les femmes sont dans l'ensemble mariées très jeunes, généralement avant l'âge de 16 ans dans les zones rurales.

Les femmes ont fait l'objet d'une discrimination persistante, surtout dans les zones rurales où les coutumes traditionnelles, notamment la polygamie, et les règles régissant l'héritage, sont les plus fortes. En application du droit, le consentement de la femme est exigé dans le cadre d'une union polygame ; cependant, une fois dans une union

polygame, une femme n'a pas besoin d'être informée ni de donner son consentement en cas de mariage ultérieur de l'homme. Environ 50 pour cent des mariages du pays sont polygames. Bien qu'ils soient protégés par la loi, les droits du mariage n'ont pas été appliqués en raison de pressions socioculturelles, de la réticence du pouvoir judiciaire à faire appliquer la loi et d'un manque d'information sur les lois relatives au mariage.

La définition des droits paternels contenue dans le Code de la famille reste un obstacle à l'égalité entre hommes et femmes, les hommes étant considérés légalement comme les chefs de famille et les femmes ne pouvant assumer la responsabilité de leurs enfants sur le plan juridique. Les femmes ne peuvent devenir le chef de famille légal que lorsque le père renonce officiellement à son autorité devant l'administration. Toutefois, il est désormais possible pour les femmes de prendre en charge leurs enfants et le mari si celui-ci se trouve dans l'incapacité médicale de le faire. Cette situation est particulièrement difficile pour les 20 pour cent de familles qui sont soutenues et dirigées par des femmes. Les problèmes rencontrés au niveau des pratiques traditionnelles rendent également difficile pour les femmes l'acquisition de biens immobiliers dans les zones rurales.

Bien que représentant 52 pour cent de la population, les femmes se chargent de 90 pour cent du travail domestique et de 85 pour cent des travaux agricoles.

Les enfants

La nationalité s'acquiert à la naissance ou par naturalisation ; seul le père ne peut transmettre la nationalité. Toutes les naissances ne sont pas enregistrées dès la naissance, sauf si l'un des parents le demande, mais l'absence d'enregistrement n'entraîne pas de refus des services publics. Dans un grand nombre de zones rurales, les parents enregistrent rarement les naissances. Le processus d'enregistrement des naissances ne requiert qu'une décision d'un juge local, basée sur des déclarations orales.

La loi prévoit la gratuité de l'enseignement et la scolarité est obligatoire pour les enfants âgés de 6 à 16 ans ; cependant, beaucoup d'enfants n'ont pas fréquenté l'école à cause du manque de ressources ou d'infrastructures disponibles. Les élèves doivent payer leurs propres livres, uniformes et autres fournitures scolaires. Grâce aux efforts du gouvernement, des ONG et des bailleurs internationaux, le taux de scolarisation a atteint 82 pour cent pendant l'année scolaire.

Les filles ont plus de difficulté à suivre une éducation au niveau de l'enseignement supérieur. Par exemple, lorsqu'une famille n'avait pas les moyens d'envoyer tous ses enfants à l'école, les parents avaient tendance à retirer leurs filles de l'école plutôt que leurs fils. Seules 25% des femmes et des jeunes filles de plus de 15 ans sont alphabétisées, contre 42% des hommes.

Les abus sur les enfants ont été monnaie courante. Vêtus de haillons, des jeunes garçons vont pieds nus (appelés « talibés »), mendiant aux coins des rues en demandant de la nourriture ou de l'argent pour leurs maîtres coraniques (les « marabouts »). Ces enfants sont exploités par leurs maîtres et exposés à des dangers. Les abus physiques commis sur les talibés sont largement connus et ont fait l'objet de débats. Une étude conjointe datant de 2008 réalisée par l'UNICEF, l'Organisation internationale du travail (OIT), la Banque mondiale et une ONG récemment créée appelée Partenariat pour le Retrait et la Réinsertion des Enfants de la Rue (Partnership for the Withdrawal and the Reinsertion of Street Children, PARER) a identifié 7.800 enfants-mendiants dans la région de Dakar. Leur nombre est estimé à 50.000 dans l'ensemble du pays. La plupart ont une dizaine d'années, mais certains n'ont que deux ans. Dans l'ensemble, ils souffrent de malnutrition et d'une carence de soins. Comme ils mendient à plein temps, ils ne consacrent presque pas de temps à l'étude du Coran et ils doivent remettre les fruits de

leur mendicité à leurs enseignants. Chaque enfant doit ramener en moyenne 400 francs CFA (environ 0,88 dollars) par jour.

La loi punit de 5 à 10 ans d'emprisonnement les abus sexuels sur enfants. Si l'auteur du délit est un membre de la famille, la peine est de 10 ans d'emprisonnement. Toute atteinte à la pudeur d'un enfant est punissable de 2 à 5 ans d'emprisonnement et dans certains cas aggravés, la peine peut aller jusqu'à 10 ans d'emprisonnement. Le fait de fournir un mineur aux fins de prostitution est punissable de 2 à 5 ans d'emprisonnement et d'une amende de 660 dollars (300 000 francs CFA) à 7 800 dollars (4 millions de francs CFA). Cependant, la loi n'est pas appliquée dans l'ensemble. Si le délit concerne un mineur de moins de 13 ans, la peine maximum est appliquée.

Des cas de viol d'enfants ont été rapportés. Le directeur chargé de la Protection des droits des enfants a indiqué que pour 2006-07, le nombre de viols est estimé à 400.

En avril, un oncle a violé sa nièce de 14 ans, qui est tombée enceinte. L'homme se trouvait en prison en attente de son jugement à la fin de l'année.

Le 18 juin, le Tribunal régional de Diourbel a condamné Layine Wilane à la peine maximum de dix ans d'emprisonnement pour le viol de 12 filles et des actes de pédophilie sur 13 autres. Toutes ses victimes étaient mineures. Wilane a perpétré ces faits à Touba et les victimes étaient élèves dans les écoles coraniques qu'il dirigeait. Un médecin local, Serigne Mor Mbaye, qui a mené sa propre enquête, a conclu que le nombre de victimes violées par Wilane excédait la cinquantaine et que l'enquête de police n'avait pas été faite de manière approfondie.

En janvier, un marabout de 60 ans, Mohamadou Thierno Diallo, a violé ses deux nièces, âgées de 13 et 15 ans. La jeune fille de 13 est tombée enceinte. En septembre, le marabout a été condamné, envoyé en prison pour dix ans et puni d'une amende de 10.000.000 de francs CFA (22.000 dollars).

En mai, à Saly, dans la région de Mbour, un commerçant nigérian a violé une jeune fille de 14 ans. En novembre, il a été condamné à quatre ans d'emprisonnement.

En octobre, un violeur en série, A.P., a agressé deux élèves de 12 et 13 ans dans une banlieue de Dakar, Thiaroye. En novembre, il a été condamné et envoyé en prison pour y purger une peine de deux ans.

Il n'y a pas eu d'évolution dans plusieurs cas de viols d'enfants en 2008, dont : le viol en octobre d'une jeune fille de 17 ans à Dakar par un homme se faisant passer pour un policier ; le viol en mars d'une jeune fille de 13 ans à Keur Massar et le viol le 17 mai d'une jeune fille de 19 ans à Guédiawaye.

En raison des pressions sociales et de la peur de la gêne, l'inceste est resté tabou et a souvent été tu et est resté impuni. Tostan, une ONG de défense des droits de la femme, a indiqué que, de tous les cas de violence commis contre les filles, l'inceste paternel est celui qui enregistre la plus grande progression.

L'ONG Tostan et l'UNICEF estiment que l'excision était encore largement pratiquée à travers le pays. Les MGF ont été perpétrées sur des fillettes qui étaient âgées de seulement un an. La presque totalité des femmes dans la région du Fouta au Nord du pays étaient victimes de Mutilations génitales féminines (MGF), contre 60 à 70 % des femmes dans le Sud et le Sud-est. Le scellement, l'une des formes les plus extrêmes et les plus dangereuses des MGF, a été pratiqué par les Toucouleurs, les Madinkas, les Soninkés, les Peuls et les Bambaras, particulièrement dans les zones rurales, et dans certaines zones urbaines.

Les Mutilations génitales féminines (MGF) sont une infraction pénale punie par la loi d'une peine d'emprisonnement de 6 mois à 5 ans pour ceux qui les pratiquent directement ou donnent l'ordre qu'elles soient pratiquées sur une tierce personne. Cependant, de nombreuses personnes ont encore pratiqué les MGF ouvertement et en toute impunité. Le gouvernement a poursuivi en justice les personnes attrapées en train de s'adonner à cette pratique et s'est battu pour y mettre un terme en collaborant avec Tostan et d'autres groupes afin d'éduquer les gens sur les dangers inhérents aux MGF.

Le 28 mai, le Tribunal de Matam a condamné une femme qui avait pratiqué des MGF sur un bébé âgé de 16 mois. Le tribunal a prononcé la même condamnation pour la grand-mère du bébé, qui avait demandé que les MGF soient pratiquées. Les parents du bébé ont été condamnés à une peine d'emprisonnement de six mois avec sursis. Voyant que leurs efforts pour faire pression sur le gouvernement pour l'abandon des poursuites restaient vains, des groupes religieux locaux ont influencé des personnes locales pour jeter des pierres aux membres des forces de sécurité.

TOSTAN a indiqué que, sur un nombre estimé à 5.000 communautés, 3.791 avaient officiellement abandonné ces pratiques à la fin de l'année. D'après TOSTAN, le mouvement d'abandon des MGF et des mariages précoces forcés s'est accéléré, avec 60 pour cent des communautés les pratiquant auparavant au Sénégal qui ont mis fin à cette pratique nuisible. Le gouvernement a adopté le modèle et l'approche de Tostan pour éradiquer les MGF. TOSTAN travaille avec 522 villages et vise l'éradication complète des MGF d'ici 2015.

Les fonctionnaires du ministère de la Famille et les groupes de défense des droits de la femme estiment que le mariage précoce est un problème important dans certains endroits du pays, notamment dans les zones rurales, bien que le mariage précoce soit illégal. Les filles, parfois âgées de seulement 9 ans, sont mariées à des hommes plus âgés pour des raisons religieuses, économiques et culturelles.

Les groupes de défense des droits de la femme ont signalé que l'infanticide, dû la plupart du temps à la pauvreté et la honte, était un problème persistant. Des domestiques ou des femmes issues de milieu rural venues travailler dans les villes, qui se sont retrouvées enceintes, ont parfois tué leurs bébés faute de pouvoir les prendre en charge. D'autres femmes, mariées à des hommes travaillant en dehors du pays, ont tué leurs bébés par honte. Dans certains cas, les familles ont fait honte aux femmes jusqu'à ce qu'elles tuent leur propre bébé. Les méthodes varient : soit les bébés brûlés vifs, soit placés dans des fosses septiques, soit simplement abandonnés sur le bord de la route. Lorsque l'identité de la mère est découverte, la police l'arrête et la traduit en justice.

Beaucoup d'enfants ont été déplacés à cause du conflit casamançais et ils vivent souvent avec des membres de la famille élargie, des voisins, dans des centres d'accueil pour enfants ou dans la rue. Le gouvernement n'a pas suffisamment de moyens pour prendre ces enfants en charge de manière adéquate. Selon les ONG présentes en Casamance, les enfants déplacés souffrent des effets psychologiques du conflit, de malnutrition et de mauvaise santé. D'après le Fonds pour l'enfance des Nations Unies, le pays comptait 100.000 talibés et 10.000 enfants des rues.

La prostitution est légale et des cas ont été rapportés de touristes européens à Saly, dans la région de Mbour, qui se payaient les services de prostituées. Toutefois, fournir un mineur aux fins de prostitution est punissable d'une peine d'emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 300.000 à quatre millions de francs CFA (660 à 8.791 dollars).

La pornographie est interdite et la pornographie impliquant des enfants de moins de 16 ans est considérée comme de la pédophilie. Les condamnations pour pédophilie vont de

cinq à dix ans d'emprisonnement. La peine maximum est appliquée si l'auteur des faits est un parent ou qu'il a autorité sur le mineur.

Traite des personnes

La traite des personnes est interdite par la constitution et par la loi ; toutefois, des rapports font état de personnes qui faisaient l'objet de cette traite au Sénégal, pays de destination, de source et de lieu de traite des personnes. Les lois interdisant le proxénétisme et le rapt peuvent être utilisées dans certains cas de traite des personnes.

L'ampleur de la traite qui se déroule dans le pays et qui utilise le pays comme lieu de transit était significative, surtout en ce qui concerne la mendicité des enfants. Les talibés ont fait l'objet d'un trafic en provenance des pays voisins, comme la Gambie, le Mali, la Guinée et la Guinée-Bissau, ainsi que d'un trafic interne dans le cadre de l'exploitation par la mendicité par certaines écoles coraniques.

Des jeunes filles ont fait l'objet d'un trafic en provenance des villages des régions de Diourbel, Fatick, Kaolack, Thiès et Ziguinchor vers les centres urbains, pour y travailler comme domestiques alors qu'elles étaient mineures.

Des fillettes des zones urbaines et rurales ont été impliquées dans la prostitution et des ONG ont déclaré qu'un proxénète adulte était impliqué pour faciliter les transactions sexuelles ou fournir un abri. De jeunes garçons ont également été impliqués dans la prostitution, surtout pour aider leurs familles.

On estime que le pays est un lieu de transit pour les femmes vers l'Europe à des fins sexuelles.

En application de la loi, les personnes qui recrutent, transportent, transfèrent ou abritent des personnes, que ce soit en usant de violence, de fraude, d'abus d'autorité ou autrement, aux fins d'exploitation sexuelle, d'exploitation par le travail, de servitude forcée ou d'esclavage, encourrent une peine de 5 à 10 ans d'emprisonnement et une amende de 5 à 20 millions de francs CFA (10.100 à 40.400 dollars). Si le délit constaté implique des actes de torture, des actes de barbarie, le prélèvement d'organes humains ou l'exposition de la victime au risque de mort ou de blessure, la peine peut aller de 10 à 30 ans d'emprisonnement. Le gouvernement n'a pas appliqué la loi avec efficacité et aucune action en justice pour infractions dans le domaine de la traite des personnes n'a été prononcée cette année. Il n'y a pas de données disponibles sur les principaux auteurs de traite des personnes.

Suite à une conférence interministérielle du 19 octobre, le ministère de la Justice a été chargé de la coordination d'un groupe inter-agences chargé des questions de traite des personnes. Le groupe comprend des représentants de la Commission des droits de l'homme, du ministère de la Femme, de la Famille, du Développement social et de l'Entreprenariat féminin, du ministère de l'Intérieur et d'un conseiller présidentiel chargé de l'Enfance.

Le plus gros des efforts du gouvernement pour lutter contre le trafic, particulièrement le trafic des personnes, est regroupé au sein du ministère de la Femme, de la Famille, du Développement social et de l'Entreprenariat, qui a monté le Centre Ginndi, un centre d'accueil pour enfants qui a fourni de l'aide alimentaire, médicale et autre aux enfants victimes du trafic. Ce centre a accueilli des enfants venus de Gambie, du Mali, de Guinée-Bissau et de Guinée. Il a également abrité une permanence téléphonique de protection de l'enfance qui a reçu de nombreux appels. Avec l'aide d'un gouvernement étranger, la police a créé un fichier de données sur les personnes victimes de trafic. Il n'existe pas de programme gouvernemental de protection ou d'aide aux femmes victimes du trafic.

Le Rapport annuel du département d'Etat sur la traite des personnes est disponible sur le site Internet www.state.gov/g/tip.

Personnes handicapées

La loi interdit la discrimination à l'égard des personnes handicapées en matière d'emploi, d'éducation, d'accès aux soins ou de prestation d'autres services de l'Etat et le gouvernement a respecté cette loi dans la pratique. La loi rend également obligatoire l'accessibilité pour les personnes handicapées; cependant, il y a un manque d'infrastructure pour les aider. Le ministère de la Solidarité nationale est chargé de la protection des droits des personnes handicapées.

La loi stipule que 15% des nouveaux postes créés dans la fonction publique doivent être réservés aux handicapés. Toutefois, selon l'Association nationale des handicapés moteurs du Sénégal (ANHMS), l'Assemblée nationale doit adopter un projet de loi d'application pour rendre cette loi effective. Le gouvernement a des écoles pour enfants handicapés, donne des subventions pour que des personnes handicapées reçoivent une formation professionnelle et dirige des centres régionaux pour personnes handicapées, où celles-ci peuvent recevoir une formation et un pécule pour créer une affaire.

Plusieurs programmes gouvernementaux, qui semblaient être destinés aux personnes handicapées, ont offert des services à d'autres populations vulnérables et les personnes handicapées ont reçu moins de ressources. En raison de l'absence de formation des enseignants en éducation spécialisée et d'infrastructures accessibles aux enfants handicapés, seuls 40% d'entre eux environ ont été scolarisés.

Le gouvernement a terminé en 2008 la construction de cinq centres sociaux multifonctionnels à travers le pays dans le cadre du programme national quinquennal du gouvernement pour la réhabilitation des personnes handicapées au niveau des collectivités.

Minorités nationales/raciales/ethniques

Même si de nombreux groupes ethniques du pays ont cohabité de manière relativement pacifique, les tensions interethniques entre les Wolofs et les groupes ethniques du Sud ont joué un rôle important dans la rébellion casamançaise qui dure depuis longtemps et qui a été marquée par de terribles violations des droits de l'homme.

Abus au niveau sociétal, discrimination et actes de violence basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

La loi, qui fait indirectement référence à l'homosexualité en tant que « contact sexuel contre-nature », criminalise l'homosexualité dans l'article 319 du Code pénal. Cet article a été utilisé pour traduire en justice des homosexuels de sexe masculin et féminin, qui sont également confrontés à une discrimination largement répandue et à l'intolérance sociale, et sont la cible de violence.

Le 7 janvier, le tribunal a condamné Diadji Diouf, directeur d'AIDES Sénégal, une ONG travaillant dans le domaine de la prévention du VIH, ainsi que sept autres hommes, à une peine d'emprisonnement de huit ans pour acte sexuel contre-nature et agissement en réunion. Ils ont fait appel de leurs condamnations et ont été relâchés le 20 avril, le tribunal ayant statué que les preuves retenues contre eux étaient irrecevables, car les hommes ont été arrêtés dans un lieu privé en violation du Code de procédure pénale.

Le 2 mai, plusieurs jeunes gens dans le voisinage de Darou Salam ont exhumé le corps de Madiye Diallo, croyant que le défunt était homosexuel et qu'il ne devait pas être enterré dans leur cimetière. Après intervention de la police, la famille de Diallo a remis le

corps en terre. Toutefois, une fois la police partie, des personnes de la localité ont à nouveau exhumé le corps et l'ont traîné, à moitié nu, jusqu'au domicile de la famille endeuillée. La famille a enterré le corps dans un cimetière de Touba. Il n'y avait eu ni arrestations ni poursuites judiciaires à la fin de l'année.

Le 18 juin, Amsa Gueye et Matar Gueye ont été arrêtés à Darou Mousty pour actes sexuels contre nature. Les gendarmes ont également arrêté Ousmane Gaye, ainsi que deux mineurs, Massamba Gaye et Khadim Gueye. Khadim a déclaré qu'un certain Thierno Wade l'avait forcé. A la fin de l'année, Wade n'avait pas été arrêté. Le 12 août, le Tribunal régional de Louga a condamné Amsa Gueye à cinq ans d'emprisonnement pour incitation d'un mineur au vice et actes sexuels contre nature. Ousmane Gaye et Matar Gueye ont été déclarés coupables de sexe contre nature et condamné à deux ans d'emprisonnement.

Autres cas de violence sociétale ou de discrimination

Suite aux campagnes de sensibilisation du gouvernement et des ONG dans le domaine du VIH/SIDA, les personnes ayant le VIH ou le SIDA sont de plus en plus acceptées dans la société.

S'il n'y a pas eu de discrimination rapportée envers les personnes albinos, beaucoup d'entre elles ont souffert et sont mortes en raison du manque de produits de traitement pour la peau. L'Association nationale sénégalaise des albinos a un forum où les personnes souffrant d'albinisme peuvent parler de leurs difficultés. L'association s'occupe également de formation professionnelle et a des activités thérapeutiques, mais elle ne dispose pas des fonds qui lui permettraient de réussir dans sa mission.

Section 7 Droits des travailleurs

a. Le droit d'association

Le droit reconnaît à tous les travailleurs, sauf aux membres des forces de sécurité, comme les policiers, les gendarmes, les douaniers et les juges, la liberté de fonder des syndicats ou d'en être membres et les travailleurs ont exercé ce droit dans la pratique. Toutefois, le Code du Travail stipule que le ministre de l'Intérieur doit donner une autorisation préalable avant qu'un syndicat puisse exister légalement. Le gouvernement peut également dissoudre les syndicats par arrêté administratif mais ne l'a pas fait dans le courant de l'année. Le Code du Travail ne s'applique pas aux personnes travaillant dans l'agriculture ou dans le secteur informel, soit la majorité de la main-d'œuvre. Environ 4% de la main-d'œuvre totale travaille dans le secteur de l'industrie privée et 40 à 50% de ces travailleurs sont syndiqués.

La loi autorise le droit de grève et les travailleurs ont exercé ce droit dans la pratique. Le droit stipule que le lieu de travail ne peut être occupé pendant une grève. Plusieurs grèves ont été organisées pendant l'année par les travailleurs des transports, de la santé, de l'éducation, de la boulangerie et de la collecte des ordures. Les syndicats représentant la fonction publique doivent avertir le gouvernement de leur intention de se mettre en grève au moins un mois à l'avance ; les syndicats du secteur privé doivent avertir le gouvernement trois jours à l'avance.

Le droit à l'organisation et à la négociation collective

La loi permet aux syndicats de mener leurs activités sans interférence et ce droit est protégé par le gouvernement dans la pratique. La loi prévoit le droit à la négociation collective, qui a pu s'exercer librement partout sauf dans les entreprises de sécurité privées. Les accords de négociation collective se sont appliqués à environ 44 pour cent des travailleurs syndiqués.

La discrimination antisyndicale est interdite par la loi ; et il n'y a pas eu de discrimination antisyndicale dans le courant de l'année.

Il n'y a pas de lois spéciales ou d'exemptions des lois régulières du code du travail dans la zone franche industrielle.

c. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit le travail forcé ou obligatoire, y compris celui des enfants ; cependant, de telles pratiques existent (voir la section 7.d.).

d. Interdiction du travail des enfants et âge minimum requis pour travailler

La loi interdit l'exploitation du travail des enfants et il existe des réglementations sur le travail des enfants fixant l'âge minimum requis pour travailler, le nombre d'heures de travail, les conditions de travail, et interdisant que les enfants effectuent certains travaux particulièrement dangereux ; cependant, le travail des enfants constitue un problème. Le travail des enfants se fait essentiellement dans le secteur économique informel du pays où les réglementations sur le travail ne sont pas appliquées. Les pressions économiques et le manque d'opportunités en matière d'éducation ont souvent poussé les familles rurales à donner la priorité au travail sur l'éducation pour leurs enfants.

L'âge minimum requis pour travailler est de 15 ans ; cependant, des enfants de moins de 15 ans continuent de travailler dans les secteurs d'emploi traditionnels, particulièrement dans les zones rurales où les lois sur le travail des enfants ne sont pas appliquées. Il y a également eu des rapports faisant état d'enfants travaillant dans les fermes familiales ou gardant les troupeaux.

En août 2008, l'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) du gouvernement a publié une étude nationale sur le travail des enfants, qui mesurait les activités économiques des enfants sur les 12 derniers mois. D'après cette étude, sur les 3.759.074 enfants âgés de 5 à 17 ans du pays, 1.378.724 travaillaient. Le travail des enfants est notamment répandu dans les régions de Tambacounda, de Louga et de Fatick. Le travail des enfants existe surtout dans de nombreux secteurs informels et familiaux tels que l'agriculture, la pêche, l'orpaillage artisanal, la mécanique de garage, les abattoirs, la production de sel et les échoppes qui travaillent le métal et le bois.

De nombreux maîtres coraniques ont amené de jeunes garçons des villages dans les centres urbains, les maintenant dans des conditions de servitude, les forçant à mendier au quotidien dans des conditions insalubres et dangereuses ou à travailler dans le secteur de l'agriculture, sous la menace de punitions corporelles.

L'un des secteurs les plus extrêmes du travail des enfants est celui des mines et des carrières d'extraction. Les enfants qui lavent l'or, âgés pour la plupart de 10 à 14 ans, travaillent environ 8 heures par jour sans formation ni matériel de protection. Les enfants travaillent des heures durant dans les carrières de pierre, broyant des rocs et portant de lourdes charges, sans aucune protection. Ces deux types de travail ont causé des accidents graves et des maladies de longue durée.

D'après une étude du gouvernement datant d'octobre 2007, 90 pour cent des enfants des villes de Kaolack, Fatick et Ziguinchor accomplissent des tâches nuisibles pour leur santé et leur éducation. L'étude a également conclu que 75 pour cent des filles étaient chargées des tâches domestiques, ce qui amène un grand nombre d'entre elles à abandonner l'école.

Les inspecteurs du ministère du Travail sont chargés d'enquêter et de lancer des poursuites judiciaires dans les affaires de travail des enfants. Les inspecteurs peuvent inspecter n'importe quelle institution pendant les heures de travail pour vérifier le respect des lois sur le travail et ils peuvent agir sur dénonciation des syndicats ou des citoyens ordinaires. Dans la pratique, les inspecteurs n'ont pris l'initiative d'aucune visite en raison d'un manque de ressources et ils comptent sur les syndicats pour signaler les contrevenants. Les inspecteurs du travail ont étroitement contrôlé et appliqué les règles sur l'âge minimum au sein de l'étroit secteur formel, qui comprend les entreprises de l'état, les grandes entreprises privées et les coopératives. Cependant, il n'existe pas de statistiques sur le nombre de violations constatées.

Le gouvernement a renforcé la sensibilisation aux dangers du travail des enfants et à l'exploitation des enfants par la mendicité, par le biais de séminaires destinés aux fonctionnaires locaux du gouvernement, aux ONG et à la société civile. Le gouvernement a également participé à un projet financé par un gouvernement étranger appelé « PAPER » pour retirer 3.000 enfants de la rue et empêcher 6.000 autres d'être victimes de l'exploitation du travail des enfants dans l'agriculture, la pêche, la mendicité et le travail domestique. Le gouvernement a également participé à un projet de l'OIT de lutte contre le travail des enfants. Le gouvernement met en œuvre le Plan de lutte contre le travail des enfants, qui s'attelle à une meilleure gestion des questions liées au travail des enfants.

Afin de diminuer l'incidence de l'exploitation par la mendicité, le ministère de la Femme, de la Famille, du Développement social et de l'Entrepreneuriat féminin a mis en œuvre un programme d'appui à 48 écoles coraniques dont les enseignants ne forcent pas les enfants à mendier.

Conditions de travail acceptables

La loi impose un salaire horaire minimum de 0,45 \$ USA (209 francs CFA), ce qui ne permet pas un niveau de vie décent pour un travailleur et sa famille. Le ministère du Travail est chargé de faire respecter le salaire minimum. Les syndicats agissent également comme gardiens et contribuent à une application effective du salaire minimum dans le secteur formel. Le salaire minimum n'est pas respecté dans le secteur informel, particulièrement pour les domestiques. Les dispositions relatives au salaire minimum s'appliquent également aux travailleurs étrangers et migrants.

Dans le cadre du secteur formel, pour la plupart des emplois, la loi impose une semaine standard de 40 à 48 heures, avec une période de repos d'au moins 24 heures, 1 mois de congé annuel, l'inscription à la caisse de sécurité sociale et au système de prévoyance retraite, des normes de sécurité et d'autres mesures; cependant, l'application de ces règles est irrégulière. La loi ne couvre pas le secteur informel. Le paiement des heures supplémentaires est obligatoire dans le secteur formel.

Même s'il existe des règles régissant la sécurité sur le lieu de travail, elles n'ont pas souvent été respectées. Il n'y a pas de protection légale explicite pour les travailleurs qui se plaignent de conditions de travail dangereuses. Les travailleurs, y compris les travailleurs étrangers et migrants, ont le droit de se retirer des situations qui mettaient en danger leur santé et leur sécurité, sans que cela leur fasse risquer de perdre leur emploi; cependant, ce droit a rarement été exercé en raison du chômage élevé et de la lenteur du système judiciaire. Le ministère du Travail, à travers le Bureau de l'Inspection du travail, a fait respecter les normes en matière de travail. Toutefois, les inspecteurs du travail opèrent dans des conditions très difficiles et n'ont pas de moyens de transport leur permettant de mener à bien leur mission avec efficacité.